



[Accueil du site]

Repentance

Par Mongo BETI. Ce texte, le dernier écrit par Mongo BÉTI, a été prononcé à l'occasion du colloque AIRCRIGE du samedi 9 juin 2001 : France et Afrique : répression des indépendances et "décolonisations" : dénis, mémoires effacées et violences actuelles. Madagascar 1947 ; Cameroun 1957-1970 ; Algérie.

Mesdames, Messieurs,

De très sanglants événements se sont déroulés au Cameroun entre 1955 et 1970, c'est-à-dire pendant quinze ans. Il convient d'abord de cerner leur contexte dans le cadre de la très mal nommée décolonisation française.

La guerre d'Indochine dont les figures de proue, Ho Chi Minh, Vo Nguyen Giap, avaient fait rêver les Africains, et même suscité des émules au Cameroun, s'est terminée en 1954, par Dien-Bien-Phu, une bérézina asiatique. Novembre de cette même année 1954 sonne les débuts de la guerre d'Algérie, et son interminable cortège d'atrocités, qui vont durer jusqu'à 1962. Cette période historique est une sorte de paroxysme dans l'histoire coloniale de la France.

Le malheur de la guerre de libération du Cameroun est sans doute à la fois de couvrir cette période paroxystique et en même temps de la déborder largement., de telle sorte qu'elle est passée quasi inaperçue de la communauté internationale.

En effet, de 1954 à 1962, l'attention du monde, et en particulier des Français, est totalement confisquée par le fracas massif des guerres qui se succèdent de l'Indochine au Maghreb. Les soubresauts africains sont trop disparates, trop dispersés pour retenir les esprits. D'ailleurs les indépendances nominales, accordées dès 1960 aux bons petits élèves gaulliens de ces colonies, les futurs dictateurs, comblent définitivement la bonne conscience des rares fractions inquiètes du peuple français.

Après 1962, de Gaulle n'a pas de mal à imposer le slogan selon lequel la décolonisation en Afrique noire est achevée et que le climat y est idyllique. Si quelques troubles persistent, comme au Cameroun, car on ne peut pas tout cacher, c'est une affaire entre Africains dans un pays qui est le premier à avoir proclamé son indépendance. Ces troubles, aussi sporadiques soient-ils, font quand même désordre. C'est pourquoi une stratégie de l'urgence s'instaure dès 1962, où l'on peut distinguer

deux volets: le black-out total sur ce qui se passe là-bas, et, d'autre part, sous la houlette d'un corps expéditionnaire français, très efficace quoiqu'à peine visible, une goutte d'eau dans l'océan de fureur et de bruit du monde, l'intensification brutale d'une guerre sans merci, clandestine de fait, contre l'Union des Populations Camerounaises, plus connue sous le sigle UPC., un mouvement nationaliste radical.

Jusqu'à 1970, année où sera capturé le dernier grand leader du mouvement, le mot d'ordre sera: tuez les tous.

Sur ces massacres, les témoignages ne manquent pas, malgré une censure impitoyable qui frappait aussi bien l'écrit que le son et l'image. J'en ai consigné quelques uns dans un ouvrage que j'ai publié en 1972 chez François Maspéro, intitulé Main basse sur le Cameroun, et qui m'a valu les foudres du Président Pompidou, représenté par son ministre de l'intérieur, Raymond Marcellin.

Suspects d'abriter des maquisards ou des militants nationalistes, des villages entiers, des quartiers des villes ont été mis à feu, après avoir été encerclés par la troupe, afin que nul n'en réchappe, enfants, vieillards, femmes enceintes. Du napalm a été répandu d'avion sur de pauvres paysans désarmés et en fuite

A Douala, en 1960, un quartier populaire appelé Kongo, connu pour être le repaire de militants nationalistes radicaux, est encerclé par des soldats africains sous le commandement d'officiers blancs, et incendié ; tous les habitants périront, sans distinction d'âge ni de sexe.

En 1966, une agence américaine annonce qu'un village bamiléké nommé Tombell, dans le Moungo, un département de l'ouest, a été anéanti en une nuit, parce qu'il était soupçonné de ravitailler des maquisards. On compte cinq cents victimes, dit l'agence américaine. Non, deux cents seulement, rectifie l'AFP, bien obligée cette fois de faire état de la boucherie. En somme, tandis que l'on commémore le martyr d'Oradour-sur-Glane dans l'hexagone, des Français organisent ou couvrent des Oradour-sur-Glane en terre africaine.

Dans les villes, les commissariats étaient transformés en abattoirs des militants nationalistes et retentissaient sans discontinuer des hurlements des malheureux suppliciés..

Cette volonté d'extermination visait deux ethnies en particulier, accusées d'avoir donné le jour aux meneurs de la révolte anticoloniale, les Bassa d'abord dans la région de Douala, mais surtout, plus tard , les Bamilékés dans l'ouest, à propos desquels on a parlé, sans exagération, et votre serviteur le premier, d'une véritable tentative de génocide. Comme la radio des mille collines au Rwanda, un officier français, un certain colonel Lambertson, prêchait avec ardeur en effet que les Bamilékés n'étaient pas de véritables Camerounais, leur origine historique étant inconnue selon lui. Il faut toujours ce genre de prophète délirant pour déclencher les névroses collectives d'exclusion. Ici, ce fut bizarrement un officier supérieur de l'armée française.

Combien de victimes ?

Les estimations varient d'un plancher de soixante mille morts, chiffre brandi par les dirigeants officiels, à quatre cent mille, statistique revendiquée par les dirigeants nationalistes radicaux. C'est bien connu, les bourreaux minimisent, les victimes maximalisent. Du moins elles témoignent de l'horreur vécue ; elles ont vu les leurs brûler sous le napalm ; dans les forêts où la terreur les tenait réfugiées, elles ont vu les vieillards s'éteindre de fatigue, les nourrissons mourir de faim. Les victimes sont plus crédibles, triste privilège.

L'essentiel n'est pas dans ces chiffres, qui resteront toujours sujets à caution, mais dans le fait que nous retrouvons ici une situation semblable à tant d'autres, à Saint-Domingue début du dix-neuvième siècle, à l'Indochine après la deuxième guerre, à l'Algérie, plus tard au Rwanda. La colonisation française est génératrice de massacres, pouvant aller jusqu'aux tentatives de génocides, et au moins une fois, sans conteste possible, au génocide pur et simple.

Pourquoi ?

Des gens ont cherché des explications sophistiquées, religieuses, philosophiques, historiques pour comprendre le phénomène. Je crois même avoir lu quelque part récemment un témoignage de l'ancien ministre de la coopération Michel Roussin, ancien homme lige de Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris, aujourd'hui bras droit du négrier Bolloré, selon lequel François Mitterrand, le roi des cyniques, justifiait son attachement à l'Afrique, non par les affaires juteuses qu'y faisait son fils dans le Golfe de Guinée, mais par un lien mystique de l'hexagone avec ce continent. Comme dit un adage populaire, il vaut mieux entendre cela que d'être sourd.

Le propre de la colonisation française fut toujours d'être le fait d'un lobby d'affairistes sans scrupule, groupes marginaux entre la flibuste et la piraterie, enrichis rapidement dans la spoliation des indigènes, dont toute l'habileté consistait ensuite à circonvier des dirigeants politiques par la corruption ou le chantage au patriotisme, afin que ces derniers en fassent une affaire où était engagé l'honneur de la France. On se souvient que le parlement lui-même découvrit avec stupéfaction que Jules Ferry avait conquis le Tonkin. Les manoeuvres et les déclarations actuelles d'un Pasqua, cherchant vainement à échapper à la justice des nouveaux magistrats français, style manu pullite, qui le cerne de toutes parts, en sont une probante illustration. La colonisation française, en Afrique noire plus qu'ailleurs, ne fut jamais l'affaire du peuple français, mais toujours des lobbies, c'est-à-dire des maffias séduisant ensuite le pouvoir de la République par la corruption ou l'intimidant par l'odieuse chantage aux intérêts français. Pour ces gens-là, dont la mentalité est celle des négriers du dix-huitième siècle, la vie d'un nègre ne compte pas, ne représente rien.

Vint là-dessus le gaullisme, condensé d'un chauvinisme puisé à plusieurs sources, pour qui la référence unique, la grandeur de la France, ne souffre la concurrence d'aucune autre valeur. Or de Gaulle voulait doter la France d'approvisionnements en pétrole garantis contre tout aléa. Dans cette perspective, il a découvert avant tout le monde, comme d'habitude, l'importance du Golfe de Guinée. Bien sûr, il a imaginé toute sorte de camouflages et de diversions, la communauté franco-africaine, la francophonie, où bien des jobards, et pas qu'en Afrique, se sont laissés prendre au piège. La seule

logique de la politique africaine de de Gaulle, c'est l'odeur du pétrole. Un pétrole libre de la tutelle anglo-saxonne, à tout prix, même au prix des exterminations des populations, comme au Biafra. Encore une fois, qu'importe la vie d'un nègre. Ainsi se rejoignent les deux cynismes, celui des mafias affairistes et celui des tenants du chauvinisme de papa. Nous n'en sommes pas sortis. En sortirons-nous jamais ?

On est en effet perplexe quand on observe certains acteurs de ces tragédies, la presse par exemple.

Exception faite, de l'*Observateur* de Claude Bourdet et de Roger Stéphane, et, plus tardivement, des *Temps Modernes* de Jean-Paul Sartre, les journalistes français n'ont pas formellement condamné la guerre d'Indochine. Le mot d'ordre, pour ces journalistes solidaires des dirigeants politiques, était moins d'informer objectivement en rendant compte de l'acharnement d'un peuple asiatique opprimé à secouer le joug colonial, que de justifier, plus ou moins hypocritement, l'impossibilité pour la France de renoncer à une position de puissance internationale. Loin de toute déontologie, la motivation du journaliste, harki naturel du dirigeant politique, est de simple chauvinisme.

Cela ne s'est pas amélioré.

Nous pouvons considérer que la plus grande part des crimes commis en Afrique aujourd'hui au nom de la France peut être imputée indirectement aux journalistes dont le refus de faire leur métier est patent. Moi qui suis un vieux militant africain de France, je pourrais vous administrer sur ce thème des développements et des exemples interminables. Je m'en abstiens, rassurez-vous.

Mais quand même ! Rappelez-vous, c'est tout près, la manière scandaleuse dont la presse parisienne (Je précise parisienne) a traité le procès récent de trois dictateurs africains contre l'écrivain F.-X. Verschave. Ne trouvez-vous pas stupéfiant que ce soit un magistrat qui, dans les attendus de son jugement, prenne la défense de la liberté d'expression, contre les articles hostiles des journalistes ?

Mon pays, le Cameroun, est agité en ce moment par une affaire d'une extrême gravité : neuf jeunes gens ont été enlevés en plein jour par la police du dictateur Paul Biya il y a quatre mois, et personne ne les a jamais revus. Aux manifestations de rue des parents et des amis des disparus, le pouvoir répond depuis trois mois par des matraquages d'une extrême violence. En avez-vous vu un écho dans votre journal préféré ?

Une Française a été assassinée à Yaoundé le 28 mai dernier. En avez-vous entendu parler ? Elle aurait mieux fait de se faire arrêter en Colombie ou au Kamtchatka ; elle aurait alors eu droit à de longues colonnes.

En moins de dix ans, des religieuses françaises et même un évêque français ont été assassinés au Cameroun, sans qu'il en soit question nulle part dans les journaux français. Il ne faut surtout pas donner l'impression que le Cameroun, pièce maîtresse du néocolonialisme français dans le Golfe de Guinée, est un pays instable, peu attractif pour les investisseurs.

Laissez-moi raconter une période de ma vie. Mon livre a été saisi et interdit le 30 juin 1972. Nous avons alors engagé une procédure judiciaire coûteuse qui a duré quatre longues années. Cherchez bien dans les journaux de l'époque ; vous n'en trouverez aucun écho.

Avez-vous jamais lu aucune de mes tribunes libres dans *Le Monde* ? Cela fait pourtant près de vingt ans que j'essaie , sans compter d'autres éminents intellectuels camerounais, d'en placer une dans ce journal considéré comme un parangon d'objectivité et d'ouverture.

La responsabilité des atrocités franco-africaines doit être partagée par toutes les catégories de l'establishment français, y compris et surtout les journalistes qui, à l'évidence, ont failli à leur mission d'investigation et d'information. Un pays démocratique, doté d'un journalisme vigilant, n'aurait pas dû rencontrer le Rwanda sur son chemin. Un mécanisme d'alerte se serait nécessairement déclenché en amont. C'est bien beau de battre spectaculairement sa coulpe après coup, quand il est trop tard, cela ne fait pas revivre les morts.

Je pense que, pour assainir définitivement la relation Afrique-France, et prévenir massacres et autres génocides, il convient surtout de libérer les acteurs des médias français de toutes les inhibitions, psychologiques, politiques et culturelles qui les ont paralysés jusqu'ici. Comme ailleurs, dans les pays développés et réellement démocratiques, il faudra bien que vienne le jour où un journaliste français parlera objectivement de l'Afrique, même si les faits contredisent son idéologie. On en est loin : les repères sont encore trop flous, la déontologie trop précaire, malgré l'exemple de grands ancêtres comme André Gide ou Albert Londres.

Je ne vois qu'une solution dans ce domaine pour donner toute leur autorité, non seulement à la déontologie, mais aussi aux convenances, et rendre ses ailes à la liberté d'expression : que le gouvernement français accepte de se plier à une repentance publique à propos de l'Afrique, en reconnaissant que la politique de la France y a été criminelle. Le cap sera enfin fixé, les valeurs démocratiques rétablies selon leur échelle authentique, ce qui ne fut jamais le cas jusqu'ici.

Mongo Beti.